

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 place de la république
28005 Chartres Cedex

Chartres, le 09/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXEREAL

36 Rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : IC240407
Code AIOT : 0010000168

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2024 dans l'établissement AXEREAL implanté Route Nationale 154 Gare d'Allones Demainville 28150 Boisville-la-Saint-Père. L'inspection a été annoncée le 22/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- Route Nationale 154 Gare d'Allones Demainville 28150 Boisville-la-Saint-Père
- Code AIOT : 0010000168
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SCA AXEREAL a été autorisée par arrêté préfectoral n°1191 du 18 mai 2009 à exploiter un

complexe céréalier sur le territoire de la commune de Boisville-la-Saint-Père. Cet arrêté a été complété par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 5 janvier 2009, pour notamment encadrer les activités de stockage en vrac de céréales.

Le décret 2018-900 du 22 octobre 2018 modifiant la nomenclature des installations classées introduit ou étend le régime de l'enregistrement pour plusieurs rubriques de la nomenclature. Il exclut un certain nombre d'activités ou sous-activités dès lors qu'une autre réglementation au moins équivalente s'applique par ailleurs. Il supprime certains seuils d'autorisation au profit du régime de l'enregistrement. Le décret corrige également quelques erreurs de rédaction de la nomenclature des installations classées.

L'établissement ayant des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de la rubrique 2160, les activités de séchage des grains ne sont plus classées sous le régime de la déclaration, au titre de la rubrique 2910-A2.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	60 jours
2	Résultats contrôle de l'aspiration transporteurs à chaîne galerie sous cell	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26-C	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
3	Dispositions d'exploitation - Surveillance et formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23	Demande d'action corrective	60 jours
5	Travaux par point chaud et permis feu	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	Demande d'action corrective	60 jours
7	Dispositions générales - Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 4-II	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
8	Stockage des poussières	Arrêté Préfectoral du 05/01/2009, article 19	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Dispositions d'exploitation - Ronde après travaux par points chaud	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	Sans objet
6	Détecteurs de dysfonctionne	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.IV.A	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	ment - Asservissement manutention / aspiration		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>[...] « Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.</p> <p>[...] Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».</p>
<p>Constats :</p> <p>NC1-1* VI 20/09/2021 : Dans l'intervalle de la présentation du rapport justifiant la levée de l'observation, la non-conformité relative à la protection des installations contre les effets de la foudre n'est pas levée.</p> <p>NC1-2* VI 20/09/2021 : Le rapport de vérification visuelle des dispositifs de protection contre la foudre signale la non présentation de documents, ainsi que la non testabilité de parties d'installations.</p> <p>Réponse de l'exploitant - lettre du 09/11/2021: "Vous trouverez ci-joint la vérification foudre complète en date du 13 octobre 2021. Dans de rapport l'ensemble des documents sont fournis à l'exception du "plan d'exécution ou de recollement" qui correspond à la localisation des installations contre la foudre. Sur le site l'ensemble des dispositifs foudre sont accessibles et localisés. Il s'agit uniquement d'un plan de synthèse. Dans le rapport l'ensemble des parties sont testées.</p> <p>Concernant les observations de l'ancienne vérification complète foudre, ces observations sont bien réalisées et clôturées. Suite à la nouvelle vérification foudre 3 nouvelles observations sont formulées (descente PDA / valeurs prises de terre...). Le chiffrage de ces 3 observations est en cours et la levée des observations sera réalisée avant fin novembre 2021. A réception, nous vous</p>

transmettrons par courriel les justificatifs des travaux".

Le 06/05/2024 :

Documents présentés :

Rapport de vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre, SOCOTEC, 31/10/2023;

Suivi AXEREAL 12/04/2024.

Le rapport de vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre indique que le plan d'exécution ou de recollement n'a pas été fourni au vérificateur. Il fait état d'une demande de nettoyer les puits de terre des installations au pied des descentes.

Déclaration de l'exploitant :

L'exploitant déclare avoir nettoyé les puits de terre des installations au pied des descentes, il présente un document de suivi daté du 12/04/2024 en qualité de traçabilité.

Constat : Le rapport de vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre signale la non-présentation d'un document.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°1] formulé. Encas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet un un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Résultats contrôle de l'aspiration transporteurs à chaîne galerie sous cell

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26-C

Thème(s) : Risques accidentels, Fonctionnement des installations de transfert des grains

Prescription contrôlée :

Les transporteurs à chaînes installés en galerie sous-cellules sont étanches et aspirés. Ils disposent d'un dispositif permettant le contrôle d'efficacité de leur système d'aspiration. La procédure de contrôle de ce système définie par son concepteur précise notamment les modalités de ce contrôle et les valeurs seuils à respecter.

Au minimum, annuellement et, le cas échéant, au démarrage des principales périodes de forte activité d'utilisation de ces équipements, un contrôle conformément à la procédure mentionnée à l'alinéa précédent est réalisé par une personne compétente.

Les résultats de ces contrôles font l'objet d'un enregistrement.

Constats :

NC2 VI20/09/2021 : Les transporteurs à chaîne installés en galerie sous-cellules doivent disposer d'un dispositif permettant le contrôle de l'efficacité de leur système d'aspiration. Les résultats de contrôle de l'efficacité d'aspiration n'ont pas été présentés. Selon le témoignage de l'exploitant, le contrôle réalisé dont il est en attente du rapport, a mis en évidence la présence de conduits d'aspiration bouchés.

Lettre de l'exploitant du 09/11/2021 :

"Vous trouverez ci-joint les résultats du contrôle de l'efficacité de l'aspiration reçu le 30 septembre 2021 par courriel. Ce rapport mentionne 2 conduits bouchés (niveau 8 E4 et cave TCH3). Ces deux conduits ont été débouchés le 6 octobre 2021 avant la campagne de récolte de maïs. Vous trouverez ci-joint l'action réalisée par le site [copie d'un document manuscrit comportant la mention "06/10, débouchage "aspi E4 et TCH3 (silo 3)."]

En complément de cette action, la maintenance va programmer à la fin de la campagne de séchage du maïs un nettoyage des conduits d'aspiration. Après cette prestation, une nouvelle vérification de l'efficacité de l'aspiration sera réalisée. Vous trouverez ci-joint la demande d'intervention ainsi que le devis pour le contrôle à venir."

Le 06/05/2024 :

Déclaration de l'exploitant :

L'exploitant déclare avoir réalisé courant 2022 une mesure des débits d'aspiration, ainsi qu'un nouveau débouchage d'équipements.

Documents présentés :

Registre de sécurité, mention des opérations suivantes :

"23/02/2022 : mesure de débit d'aspiration;

04/04/2022 : Aspiration débouchage E2, E4, TCH3, TCH4 au silo 3"

Au vu de ces résultats, le constat d'un bouchage de certaines installations du silo 3 semble être récurrent.

Déclaration de l'exploitant :

L'exploitant explique cette récurrence par le fait qu'il utilise principalement le silo 3 pour le stockage de maïs et le caractère de cette céréale à créer des agglutinements avant séchage. Il déclare que les équipements sont actuellement opérationnels et non bouchés.

L'exploitant n'a pas présenté de résultat du contrôle du fonctionnement de l'aspiration réalisé depuis le dernier débouchage recensé.

Constat : Les résultats du dernier contrôle de l'efficacité d'aspiration n'ont pas été présentés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°2] formulé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Dispositions d'exploitation - Surveillance et formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel

Prescription contrôlée :

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Le personnel reçoit une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'installation. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement. [...]

Constats :

Déclaration de l'exploitant :

L'exploitant déclare que le référent est le responsable de site et manager des équipes sur site.

Document présenté :

Trombinoscope.

Ce document mentionne Monsieur ROGER Jean-Marie comme responsable de site.

Il n'indique pas expressément le référent au titre des arrêtés ministériels de prescriptions applicables aux silos.

Constat : Désignation nominative du référent de l'installation non présentée.

En terme de formation, documents présentés par sondage :

- Certificat de formation "SMOOTHIE", concernant SYDNEY DECORTE, "La maîtrise des risques en silo", 24/06/2020;
- Page du logiciel de formation listant une formation "Risques silos engrais phytos" concernant Monsieur ROGER Jean-Marie, 13/11/2019.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°3] formulé. Encas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Dispositions d'exploitation - Ronde après travaux par points chaud

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et des travaux
Prescription contrôlée : [...] Une vérification de la bonne réalisation des travaux est effectuée par l'exploitant ou son représentant avant la reprise de l'activité. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Documents présentés : Consigne du cahier de formulaires de permis de feu. Permis de feu établi le 15/04/2024, avec la société TICC, relatif à la pose de carters. La consigne demande une ronde 2h minimum après la fin des travaux. Ce permis de feu porte sur une intervention de 8h à 15h, et mentionne une ronde à 17h "RAS". Constat : Pas de non-respect constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Travaux par point chaud et permis feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu
Prescription contrôlée : [...] Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique conforme aux dispositions précédentes. Cette interdiction est affichée en caractères apparents. [...] Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le document ou dossier est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.
Constats : <u>Constat visuel par sondage :</u> Interdiction de fumer affichée à l'entrée du silo 3. <u>Documents présentés :</u> Permis de feu établi le 15/04/2024, avec la société TICC, relatif à la pose de carters. Ce permis de feu est signé par une personne de l'exploitant et l'entreprise extérieure. Constat : L'exploitant n'a pas présenté de désignation nominative des signataires des permis de feu.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°5] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Détecteurs de dysfonctionnement - Asservissement manutention / aspiration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 26.IV.A
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de transfert de grains
Prescription contrôlée : [...] <p>Les installations de dépoussiérage, élévateurs, transporteurs ou moteurs sont asservis à des dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement [...]</p>
Constats : <u>Test par sondage :</u> Test de déport de bande au droit du transporteur à bande TBA1. L'actionnement manuel du détecteur de déport de bande a occasionné l'arrêt du transporteur, délai d'arrêt de l'ordre de 5 secondes. Alarme visuelle et affichage du défaut sur le synoptique de commande. <u>Test par sondage :</u> Test du double asservissement de la marche de la manutention à l'aspiration fait par sondage pour le circuit associé à l'élévateur E2 du silo 3, depuis le synoptique de commande de ce silo. Constat : Pas de non-respect constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositions générales - Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 4-II
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : II. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> - le rapport annuel sur la conformité des installations électriques et matériels utilisés (cf. articles 16 et 17) et le suivi formalisé de la prise en compte des conclusions ; [...] - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions des articles 16 et 17 du présent arrêté. <p>L'exploitant formalise les suites données à ces contrôles. [...]</p>

<p>Constats :</p> <p><u>Documents présentés :</u> Rapports de vérification des installations électriques - ICPE, DEKRA, 24/11/2023; Suivi AXERREAL 03/04/2024; Autorisation de travaux AXERREAL / INEO 15/04/2024.</p> <p>Le rapport de vérification des installations électriques fait état de 4 observations, dont 3 déjà signalées au silo 3 et 1 au séchoir.</p> <p>Le suivi AXERREAL porte la mention "fait le 16/01/2024", face à l'observation concernant le séchoir et l'une des 3 observations concernant le silo, et "non fait" pour une observation concernant les éclairages du silo 3 et un moteur du silo 3.</p> <p>L'autorisation de travaux porte sur le remplacement d'éclairages au silo 3.</p> <p>Constat visuel : Présence d'un moteur d'indice de protection insuffisant (IP44) à l'entraînement d'une vis à poussières, proche d'un caisson à poussières à l'étage 1 de la tour de manutention du silo 3.</p> <p>Constat : Au vu du constat du site et du rapport de vérification présenté, les installations électriques présentent des non-conformités susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Stockage des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/2009, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le stockage, et le cas échéant, le traitement des poussières est réalisé à l'extérieur des installations, en particulier, les chambres à poussières ne sont plus utilisées et toute disposition est prise afin d'éviter toute accumulation de poussières à l'intérieur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat : Présence d'un caisson à poussières à l'étage 1 de la tour de manutention du silo 3.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours